

## **Ebola, hantavirus : pourquoi il faut investir dans la prévention avant les crises**

Alors que les Etats membres des Nations unies préparent la réunion de haut niveau de 2026 sur la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies, une question essentielle reste largement absente des discussions : comment empêcher qu'un cas local d'infection par maladie zoonotique ne devienne une épidémie, puis une pandémie ?

L'attention internationale se concentre trop souvent sur la réponse aux crises alors qu'elles sont déjà visibles. Pourtant, l'histoire récente nous montre que les pandémies ne surgissent pas soudainement. Elles sont généralement précédées de multiples évènements de transmission de pathogènes entre environnement, animaux et humains, parfois de façon récurrente pendant des années, avant que le pathogène ne parvienne à se transmettre durablement entre les personnes.

Le VIH, les coronavirus, responsables du SRAS, MERS, Covid19, la grippe aviaire, le mpox, la fièvre de la vallée du Rift, Ebola ou encore les hantavirus ont tous suivi cette trajectoire. Bien avant de devenir des menaces mondiales, ces maladies se manifestaient sous forme de foyers localisés, de cas sporadiques de transmission répétées entre animaux et humains.

Le récent cluster d'infections à hantavirus détecté en Amérique du Sud et l'épidémie d'Ebola en cours en Afrique Centrale n'annoncent probablement pas la prochaine pandémie. Mais ils constituent des rappels importants : ces évènements ne sont pas des anomalies. Ce sont des signaux d'alerte précoces que nos systèmes de santé devraient être capables de détecter, comprendre et traiter bien avant qu'ils ne deviennent incontrôlables.

Or, le monde continue de sous-investir dans ces premières lignes de défenses et dans la prévention des risques à la source.

Dans de nombreux pays, notamment à revenu faible ou intermédiaire, les communautés rurales, les vétérinaires de terrain, les agents de santé communautaires, les écologues, les laboratoires locaux et les réseaux de surveillance observent les premiers changements dans les écosystèmes, les premières mortalités animales inhabituelles, les premiers cas suspects ou les modifications des comportements humains favorisant l'émergence de maladies. Ils sont en première ligne, capables de réduire ces risques, de mettre en œuvre des actions de prévention et de limiter la propagation dès les premiers cas infectieux.

Ces acteurs produisent également une intelligence épidémiologique d'une valeur considérable pour le monde entier. Les données, échantillons biologiques, connaissances écologiques, pratiques sociales, culturelles et économiques, informations épidémiologiques qu'ils génèrent sont essentiels à l'évaluation des risques, le développement des vaccins, des outils de diagnostics et des stratégies de préparation à l'échelle internationale.

### **Pourtant ces systèmes restent chroniquement sous-financés.**

La pandémie de Covid-19 a démontré qu'investir dans la recherche, la surveillance et la compréhension des coronavirus avant l'émergence d'une crise mondiale permettait d'accélérer considérablement le développement de vaccins. De la même manière, des

décennies de surveillance des virus influenza chez les oiseaux sauvages et domestiques ont contribué à renforcer la préparation mondiale face aux pandémies grippales de type H1N1A.

La prévention ne commence pas dans les hôpitaux. Elle commence dans les villages, les exploitations agricoles, les marchés, les forêts, les zones humides et les territoires où les interactions entre humain, animaux et écosystèmes évoluent rapidement.

C'est l'ambition de l'approche « Une Seule Santé » (One Health) qui reconnaît l'interdépendances des santés et des écosystèmes et le rôle clef des communautés dans leur gestion et dans leur préservation. Pourtant, malgré les engagements répétés des gouvernements en faveur de l'approche, notamment lors du One Health Summit à Lyon en avril dernier, les financements continuent à privilégier la réponse aux crises plutôt que leur prévention. Les ressources consacrées à la détection précoce des risques, à la surveillance intégrée et communautaire et au renforcement des services vétérinaires restent largement insuffisantes au regard des coûts humains, sociaux et économiques des pandémies.

Cette situation est au cœur des discussions actuelles sur les mécanismes de partage des agents pathogènes et des bénéfiques (PABS) de l'annexe de l'Accord international sur les pandémies validé en 2025 par les pays membres de l'OMS. Si le partage rapide des données et des échantillons biologiques est indispensable, l'équité exige aussi de reconnaître la valeur des systèmes qui permettent de détecter ces agents pathogènes en premier lieu et de fournir des données essentielles en amont pour le développement de mesures de contrôle.

Les pays, essentiellement des pays à faible et moyen revenu, et les communautés qui assurent ces actions en première ligne ne doivent pas seulement être considérés comme des fournisseurs de données ou d'échantillons. Ils doivent bénéficier d'investissements durables leur permettant de renforcer ces systèmes, leurs capacités de prévention, leurs laboratoires, leurs systèmes de surveillance tous secteurs et leurs réseaux de recherche.

La prévention à la source constitue l'un des investissements les plus rentables pour la sécurité sanitaire mondiale. Elle contribue non seulement à réduire les risques pandémiques mais aussi à protéger la biodiversité, améliorer la sécurité alimentaire, renforcer les moyens de subsistance des populations rurales et accroître la résilience face aux changements climatiques.

A l'approche de la réunion de haut niveau des Nations unies sur les pandémies, les Etats membres ont une occasion historique de corriger une faiblesse majeure de la gouvernance sanitaire mondiale. S'ils veulent réellement prévenir les prochaines pandémies plutôt que simplement mieux y répondre, ils doivent faire de la prévention à la source une priorité politique et financière.

Cela implique de renforcer durablement les services vétérinaires nationaux, les systèmes de surveillance « Une seule santé », y compris communautaires, les capacités de laboratoire et de séquençage, ainsi que les mécanismes de partage des données. Cela implique également de soutenir les réseaux scientifiques régionaux et de reconnaître le rôle central des communautés dans la réduction des risques, la détection précoce et la réponse rapide aux menaces émergentes.

Les évènements de transmission répétée entre animaux et humains ne sont pas des incidents marginaux. Ils constituent les premiers avertissements d'un risque pandémique en construction.

Le monde ne peut plus se permettre d'attendre la prochaine crise pour agir.

Nous appelons les Etats membres des Nations unies à inscrire explicitement dans la future déclaration politique sur les pandémies un engagement renforcé en faveur de la prévention à la source, de l'approche « Une Seule Santé » et de la surveillance communautaire. Nous les appelons également à mobiliser des financements pérennes et ambitieux pour soutenir les communautés, les scientifiques, les vétérinaires, les services de santé, de l'environnement, et les réseaux de surveillance qui constituent la première ligne de défense contre Ebola, les hantavirus et les futures pandémies.

La sécurité sanitaire mondiale commence là où les maladies émergent. C'est ce sur quoi il faut désormais investir.

**Auteurs :**

Marisa Peyre, co-fondatrice PREZODE et directrice adjointe UMR ASTRE Cirad ;  
Papa Seck, ancien président PREZODE et ancien conseiller OH à la présidence du Sénégal ;  
Servane Baufumé, experte politiques publiques Cirad ;  
Chadia Wannous, responsable One Health, Organisation Mondiale de la Santé Animale

**Link to sign:** <https://forms.gle/LGbUKy72fBoaXhAE7>